

# DES SOVIETS AU COMMUNISME BUREAUCRATIQUE

présenté par Marc Ferro



**a** COLLECTION  
ARCHIVES

Extrait de la publication







•

Marc Ferro est directeur d'études  
à l'École des Hautes Études en Sciences sociales.  
Parmi ses nombreux ouvrages,  
on retiendra *La Grande Guerre* (Gallimard, 1970)  
*La Révolution de 1917* (2 vol., Aubier, 1967-1976).  
Il consacre depuis plusieurs années une part de sa recherche à  
l'analyse et à l'utilisation du document cinématographique  
(*Analyse de films, analyse de sociétés*, Hachette, 1976;  
*Cinéma et Histoire*, Denoël-Gonthier, 1977).

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays.*

© Éditions Gallimard/Julliard, 1980.

*Je remercie Hélène de Chavagnac qui a choisi et traduit les textes émanant du Soviet de Saratov. Il est ainsi permis de suivre, à partir d'un observatoire particulier, les transformations analysées ailleurs de façon systématique.*

*Je remercie également G. Betrancourt, qui a traduit le texte de N. Gurvitch, ainsi que les documents des pages 98 et 243.*

*J'exprime ma reconnaissance à J.L. Van Regenmorter qui m'a communiqué plusieurs textes étayant cette analyse. Ses encouragements, ainsi que ceux de Simone Blanc, m'ont aidé à présenter un texte, qui plus encore que mes écrits précédents, est en rupture avec la vulgate. La vigilance amicale de Jacques Revel a largement contribué à sa mise en forme.*

**En finir  
avec  
trois légendes**

*A travers l'exemple soviétique, cet ouvrage a pour but d'analyser le passage de la démocratie au communisme bureaucratique, dans une de ses variantes du moins.*

*Pour l'étude d'un tel passage, l'U.R.S.S. demeure le meilleur champ d'observation possible : une même génération y a connu successivement les formes les plus variées de la démocratie, son envers absolu, le régime stalinien, puis sa mise en cause, réelle ou simulée. Aujourd'hui, il est clair que les clameurs du consensus y étouffent les appels de la contestation.*

*En outre, spécifique ou pas, l'exemple soviétique constitue bien un modèle. Car, quoi qu'on dise, qu'il soit élargi à toute la société, qu'il s'institue en pouvoir parallèle ou qu'il demeure une contre-société, le monde des communistes présente toujours un certain air de famille. En bien des domaines, qu'il ait le pouvoir ou qu'il ne l'ait pas, ce monde fonctionne de façon identique en U.R.S.S. ou hors d'U.R.S.S. Après tout il y a eu des procès de Moscou à Prague comme à Paris; après tout, vis-à-vis des organisations et des mouvements sociaux qu'ils ne contrôlent pas, les partis communistes n'ont pas tellement changé de comportement en un demi-siècle : en témoignent leurs rapports avec le féminisme, le régionalisme, d'autres formes d'action encore, tel le syndicalisme. Toutefois, dans ces cas-là, les similitudes*

*entre communistes et socialistes, entre communistes et jacobins, ne sont-elles pas souvent aussi réelles que les différences qui les opposent?*

*On le pressent : le mouvement qu'analyse ce livre nous concerne tous directement. Il se situe apparemment hors de chez nous, dans un passé défini; mais il est évident que certains de ses traits survivent et sont actuellement bien vivants. La démarche de ce livre est ainsi de rechercher l'origine et la nature de quelques-uns des problèmes de notre temps.*

*Dans l'esprit de la collection Archives, ce livre est constitué, pour l'essentiel, de documents. En établissant leur inventaire, on s'aperçoit que la plupart sont inédits. La raison est sans doute que je romps ici avec une tradition solidement enracinée : au lieu de donner la parole aux dirigeants politiques qui, de la sorte, se trouveraient, une fois de plus, être les seuls à écrire l'histoire après l'avoir conduite, je la cède également à la société.*

*Réunis pour analyser une transformation, ces textes, ainsi confrontés, mettent fin à plusieurs légendes.*

*1. La plus ancienne d'abord, qui veut dater de l'époque de Staline, pas d'avant, la subversion de l'idéal socialiste et révolutionnaire dans la Russie des Soviets. Ces textes attestent que les pratiques qui définissent cette subversion datent de l'époque de Lénine et de Trotski; pour la plupart, elles sont même antérieures aux débuts de la guerre civile et de l'intervention étrangère, de sorte que la « terreur » ne saurait seulement s'expliquer par les « nécessités du moment ». Ces documents témoignent également que bon nombre de violations attribuées à la révolution d'Octobre sont quelquefois antérieures à la prise du pouvoir par les bolcheviks.*

*2. Une seconde légende associe l'existence du totalitarisme bureaucratique de type soviétique au léninisme, au parti communiste, à eux seuls. Cette légende est fille d'une croyance que Staline évoquait déjà au lendemain des journées de Juillet 1917 : On accuse notre parti*

d'avoir désorganisé l'armée, détruit la défense du pays. C'est trop d'honneur. Comment voulez-vous que vingt-quatre mille militants aient pu atteindre à un tel résultat? *« C'est trop d'honneur. »* La même réponse pourrait s'adresser, soixante ans après, à ceux qui, communistes ou pas, attribuent à la ligne du parti, au léninisme, à eux seuls, la nature du régime soviétique. Raisonner ainsi, c'est admettre qu'un parti politique, ses militants, peuvent exercer une sorte de monopole dans le mouvement de la société; comme si l'Histoire ne pouvait pas sécréter des conflits dont la nature et l'origine échappent à l'analyse, à l'action des communistes<sup>1</sup>.

Raisonner ainsi revient à bolcheviser l'Histoire, ou encore à jouer les bolcheviks de l'anticommunisme. Par effet de boomerang, les communistes sont ainsi victimes de la bolchevisation de l'Histoire à laquelle ils ont eux-mêmes contribué.

Les documents réunis ici témoignent que ce parti pris est excessif. Il exclut la part que le régime soviétique emprunte au passé propre de la Russie, une part qui existe même si il est de bonne tactique aujourd'hui, notamment chez les marxistes français, d'insister à l'excès sur elle. Ce parti pris exclut également la part que le régime soviétique emprunte, paradoxalement, à la détérioration des pratiques démocratiques elles-mêmes, indépendamment de toute interférence des communistes.

A travers cet ensemble de documents qui analysent le mode de constitution et de fonctionnement de cet amalgame, se dévoile la façon dont s'institue un totalitarisme particulier, comment peut se composer le bouquet de ses variétés. Problème actuel, s'il en est, que la vulgate marxiste occulte, réduisant le destin de l'U.R.S.S. tantôt à l'histoire magique des relations entre le Parti et les masses, tantôt à la justification ou à la critique de la ligne du Parti. Mais elle glisse sur l'existence de situations ou de conflits dont l'existence même met en cause les fondements de la légitimité du pouvoir communiste, de ses agents. La vulgate, sous ses formes anciennes ou renouvelées, préfère mettre en façade le décor en trompe-

*l'œil des théories sur l'Histoire, sur l'évolution de la lutte des classes, sur la dictature du prolétariat. Ainsi éblouis, s'y laissent piéger à la fois amis et adversaires du socialisme. Ils n'aperçoivent de l'U.R.S.S. que la relation entre ce discours et la pratique du régime. Fascinant, l'effet est à la fois terrifiant et absurde car il ne rend pas compte d'un phénomène essentiel : l'existence, en U.R.S.S., hier et aujourd'hui, d'un large consensus.*

*Ayant pour objectif d'analyser, non la représentation du régime, le mythe, mais sa genèse, on comprendra que je me réfère à cette vulgate seulement pour démontrer ses mécanismes.*

*3. La troisième légende, avant d'être démentie, nécessite qu'on s'interroge sur les rapports d'une société avec les institutions qu'elle a secrétées, sur son identification avec elles, ou au contraire, sur son désir de les transformer. Abordant à sa façon un aspect de ces problèmes, Benedetto Croce écrivait naguère : « Dans notre société, le socialisme est un idéal, un raisonnement. La patrie est un instinct. » Ce jugement est daté, bien daté... Croce le formulait en 1915, lorsque, malgré les serments de la veille, dans le grand consensus de l'Union Sacrée, la majorité des citoyens s'identifiaient à la patrie, pas à leur classe; lorsque volèrent en éclats quelques-unes des institutions révolutionnaires que la lutte des classes avait forgées : partis socialistes, II<sup>e</sup> Internationale, etc.*

*D'un monde à l'autre de l'Histoire, ce type d'opposition apparaît : sa permanence est réelle même si les termes qui le définissent changent, ou se dévaluent, tel le concept d'instinct. On observe ainsi que, dès l'origine des sociétés, l'institution fut un système de pratiques sociales désirées, consenties parce que jugées nécessaires et, simultanément, un ensemble de pratiques ressenties comme aliénation, comme contraintes. Dans l'entre-deux se glissent la Morale, le Droit, puis la Théorie. Leur fonction est d'affirmer et de définir la légitimité des institutions, également leur rôle <sup>2</sup>.*

*Les différentes institutions satisfont, ou non, les besoins collectifs des citoyens. Les révolutions naissent de la rupture de cette harmonie : elles abolissent les institutions sociales et politiques qui ne correspondent plus aux besoins et exigences des citoyens; elles leur en substituent d'autres; sinon elles changent les hommes sans modifier l'institution. En 1917, on a assisté à ces deux types de changements; mais on a également assisté à un troisième phénomène : la prétention simultanée de plusieurs institutions à devenir source de la légitimité.*

*Selon la vulgate, seuls les partis politiques s'expriment au nom de la population et prétendent à ce rôle, l'un d'entre eux, le parti bolchevik, l'ayant emporté sur les autres, ce qui consacrait sa légitimité historique. En vérité, d'autres institutions que les partis exprimaient une prétention similaire, avaient un projet de société elles aussi, mais la vulgate les a toujours présentées comme des institutions subalternes : tels furent le mouvement syndical, même s'il a été très fortement colonisé par les partis socialistes, le mouvement des comités d'usine, le mouvement coopératif, d'autres encore, sans parler des mouvements nationaux.*

*Or, la révolution de 1917 vit non seulement un seul parti réussir à faire triompher sa légitimité et sa conception de la légitimité, en assurer la permanence et l'extension jusque hors de Russie, mais elle vit également le triomphe des partis sur les autres institutions qui perdirent jusqu'à leur identité. Ce conflit exprimait des contradictions essentielles qui mettaient en cause l'identité de chaque citoyen, son statut dans la société.*

*L'épreuve révolutionnaire opposa, certes, des groupes sociaux antagonistes (patrons/ouvriers, Pomešcki/moujiks, Russes/non-Russes, etc.), mais aussi, au sein du même groupe, des citoyens qui ne percevaient pas leur identité de la même façon, celle-ci ne se réduisant pas à un seul de ses attributs. En témoigne, lors de la révolution de 1917, l'exemple historique des ouvrières tatares de Kazan. Comment analyser leur attitude dans les luttes révolutionnaires et comment définir leur identité sans*

faire l'inventaire de tous ses attributs? Musulmanes, ces citoyennes sont des persécutées de la Foi, l'Islam est leur Maison, leur raison d'être. En tant que citoyennes de la nation tatare, elles se sentent également atteintes dans une autre dimension de leur personnalité collective, que l'Etat oppresseur, la Russie, ignore ou combat aussi bien, par exemple en s'appuyant contre elle sur les Bachkirs : elles participent ainsi au mouvement national tatar. Ouvrières, certaines d'entre elles se considèrent avant tout comme des prolétaires, et elles militent dans des organisations de leur classe, syndicats ou partis socialistes, sinon les deux. Quelques-unes adhèrent au mouvement féministe, si actif dans l'Islam russe à cette époque. Il en est enfin, parmi elles, qui adhèrent à des mouvements de Jeunes, mettant en cause avant tout les contraintes que leur impose la famille traditionnelle. Ces différents traits expriment une identité sociale complexe; ils sont indissociables les uns des autres, même s'ils ne sont pas tous également vivants et conscients. Or, chacun d'entre eux est à l'origine d'une solidarité spécifique, d'une adhésion ou d'une participation, chacune instituant son champ de certitudes et de croyances, créant ses symboles, définissant rites, règles et contraintes.

Ainsi, contrairement à la troisième légende, perpétuée par la vulgate bolchevik et antibolchevik, cette complexité ne se réduit pas à un affrontement entre classes ou entre partis représentant des classes. Il existe plusieurs systèmes de conflits que les documents qui sont présentés ici ont permis de retrouver. Ils prouvent que la genèse de la société soviétique fut un affrontement entre organisations de type différent (syndicats contre comités d'usine, partis politiques contre syndicats, institutions de démocratie directe contre institutions représentatives, etc.) autant qu'un affrontement entre partis politiques ayant une idéologie différente<sup>3</sup>.

Aussi, pour en finir avec cette dernière légende, je n'ai pas hésité à commettre un sacrilège : dans l'organisation de ce travail, j'ai carrément mis sur le même plan l'étude des partis, celle des institutions créées par les

*militants des partis ou colonisées par eux (syndicats, soviets de députés, etc.), et l'étude des institutions qui ont été fondées par les citoyens eux-mêmes, sans demander l'avis ni des partis, ni de personne (comités d'usine, soviets des comités de quartier, mouvements de jeunes ou de femmes, etc.). Je n'ai pas considéré implicitement que les uns plutôt que les autres étaient habilités à parler au nom du peuple, du socialisme ou de la liberté.*

*Cette procédure, on le verra, éclaire singulièrement la genèse et le comportement de la société soviétique; elle permet de comprendre comment une même société peut sécréter à la fois démocratie et totalitarisme; comment cohabitent, chez les mêmes citoyens souvent, le consensus et la contestation, comment chaque citoyen est à la fois oppresseur et opprimé.*



**Le pouvoir  
révolutionnaire**

## Chronologie \*

- 23 février 1917 Débuts de l'insurrection de Petrograd.
- 27 février La Douma forme un *Comité pour la défense de l'ordre*.  
Formation du Soviet des députés ouvriers de Petrograd.
- 1<sup>er</sup> mars Le Soviet diffuse le *Prikaze I* qui reconnaît les droits politiques des soldats.
- 2 mars Accord Soviet-Douma sur la constitution du double pouvoir. Le Soviet accepte la formation d'un gouvernement provisoire pour autant que celui-ci accomplit immédiatement des réformes démocratiques.  
Abdication de Nicolas II.
- 14 mars Appel du Soviet de Petrograd aux peuples du monde entier en faveur d'une paix sans annexions ni contributions.
- 31 mars Arrivée des missions socialistes alliées pour inciter la démocratie russe à poursuivre la guerre.
- 4 avril De retour à Petrograd, Lénine dénonce l'accord conclu par le Soviet avec le gouvernement, en appelle à la République des Soviets, au renversement du capital, préalable à une paix équitable : ce sont les *Thèses d'Avril*.
- 18 avril-5 mai Crise d'avril, à la suite d'une note du gouvernement maintenant les buts de guerre de l'ancien régime. Départ du KD Milioukov; formation d'un gouvernement à participation socialiste.

\* A cette chronologie traditionnelle, on comparera, portant sur la même période, la chronologie du chapitre 2, conçue à partir des événements importants pour les travailleurs, non pour leurs partis; et celle du chapitre 3 qui regroupe les étapes du conflit entre institutions politiques et institutions sociales.

- Son programme : une paix sans annexions ni contributions.
- Fin mai Elections municipales à Petrograd et Moscou, les premières effectuées librement : victoire de la coalition socialiste modérée (SR-Mencheviks) sur les KD et les bolcheviks.
- 3 juin 1917 Elections pan-russes au Congrès des Soviets : confirment la victoire des SR-Mencheviks.
- 14 juin Première conférence pan-russe des syndicats.
- 18 juin Succès bolchevik à la journée organisée à propos de l'offensive déclenchée sur le front de Galicie.  
Appel de Lénine à des manifestations armées.
- 1<sup>er</sup>-4 juillet Manifestations armées de soldats et ouvriers malgré l'opposition du Comité central du parti bolchevik.

*Le régime né en octobre 1917 s'appelle Union des Républiques socialistes soviétiques. De par la Constitution de 1919, les soviets de députés en sont le fondement. Pourtant, on sait bien que la réalité du pouvoir appartient au parti communiste, que les soviets jouent seulement le rôle d'une institution de couverture : « un cache-sexe », disait-on déjà en 1918; « une plaisanterie bolchevik », pourrait-on ajouter en parodiant Lénine, qui, avant de la convoquer et de la dissoudre, appelait l'assemblée constituante une plaisanterie libérale.*

*A l'origine, c'est-à-dire en 1905 puis en février 1917, le soviet de députés (ou Conseil de députés) fut la représentation élue des ouvriers de la capitale, — puis en 1917 du pays tout entier. L'histoire de ces soviets a fort bien été écrite, naguère, par Oskar Anweiler<sup>1</sup>. Notre propos, ici, diffère du sien. Etudiant la genèse et le fonctionnement du régime soviétique, nous ne saurions le réduire à l'étude des soviets de députés sous prétexte que du deuxième Congrès des soviets date le nouveau régime, ou que la vulgate date de la bolchevisation des soviets la mort de la démocratie politique en Russie. La*

*République des Soviets est morte bien avant, la démocratie aussi.*

*Pour éviter toute confusion, tout amalgame, il faut de prime abord rappeler que, dans la réalité, la République des Soviets, le Pouvoir des soviets englobait une constellation de soviets, et non pas seulement les soviets de députés. Certaines de ces organisations s'appelaient également soviets, tel le Soviet des comités d'usine ou de fabrique, le Soviet du contrôle ouvrier, le Soviet de la milice, etc.; d'autres institutions pouvaient porter d'autres noms tels les syndicats, les comités de quartier, etc.; l'ensemble formait, avec les partis, avant de disparaître ou d'être réduit à l'état de vestiges, la République des Soviets\*.*

#### **La relève de l'Ancien Régime**

*Quelles sont les racines de ces différentes institutions?*

*En Russie, la relation de l'Etat à la société a longtemps été différente de celle que l'Europe occidentale a connue. En France et en Angleterre, la société a constamment fait pression sur les gouvernements, sur l'Etat, pour obtenir des réformes; en Russie, le phénomène fut longtemps inverse. De Pierre le Grand à Catherine et Alexandre II, l'exemple du changement est venu d'en haut. Dans le domaine économique notamment, l'Etat s'est souvent montré plus audacieux que sa bourgeoisie. Aussi, au XIX<sup>e</sup> siècle, quand ce mouvement se retourne avec l'apogée du mouvement paysan, lorsque les classes populaires exercent une pression sur la noblesse et les grands propriétaires terriens, la bourgeoisie commerciale et industrielle croit que, comme en Occident, les changements institutionnels à venir lui seront à profit, qu'ils lui permettront de mettre l'Etat à son service.*

\* A la confusion, fréquente, entre soviets des députés ouvriers, comités d'usine et soviet des comités d'usine, se surajoute souvent une seconde confusion dès que l'on compare les uns ou les autres aux Räte allemands et aux Conseils italiens.

*L'aristocratie libérale et l'intelligentsia lui donnent la main. Ainsi se constitue, venu d'en bas, un courant réformateur que stimule le conservatisme politique des derniers tsars.*

*Alors, destinés à prendre la relève du pouvoir, naissent des partis politiques définis comme « bourgeois », tel le Parti constitutionnel-démocrate (KD) ou les Octobristes, dont les membres collaborent souvent avec l'administration dans les organes locaux (zemstvo). Naissent également d'autres partis, plus radicaux, dont les membres, appartenant également à la petite noblesse ou à la bourgeoisie, s'appuient sur l'exemple historique de l'Occident pour estimer inéluctable la chute du régime. Soutenant et encourageant le mouvement paysan, ces Populistes créent le Parti socialiste-révolutionnaire, dont font scission, ultérieurement, les socialistes-populistes, favorables à la petite propriété paysanne, et les Trudoviks (travaillistes), qui acceptent de participer à la vie politique légale et se présentent aux élections à la Douma après la Révolution de 1905.*

*D'autres, qui doutent de voir la paysannerie s'organiser, comptent plus sur le développement capitaliste de la Russie, sur celui de la classe ouvrière, pour diriger et accomplir la révolution sociale; « le marxisme », écrit Karl Korsch, fut « le travestissement idéologique qu'utilisa la classe montante » pour légitimer son droit à gouverner, maintenant que l'exemple, de 1848 et 1871, montrait à quelle subversion de l'idéal des Lumières pouvait conduire le gouvernement de la bourgeoisie. La création du Parti social-démocrate ouvrier, bientôt scindé en deux fractions, est tout à fait contemporaine de celle du Parti socialiste-révolutionnaire et du Parti constitutionnel-démocrate (1898-1906). Le développement du mouvement anarchiste, associé naguère au mouvement terroriste dans sa mise en cause absolue de l'Etat, se poursuit après 1905, il se définit par son refus de participer à toute institution représentative et par sa mise en cause de la légitimité des partis politiques à diriger la société.*

## 21 Le pouvoir révolutionnaire



Non pas une histoire de plus de la Révolution russe :  
mais, fondée sur des textes inédits, oubliés, ensevelis,  
l'analyse des mécanismes qui ont fait passer la société soviétique  
de la revendication démocratique à la bureaucratie autoritaire  
et au socialisme totalitaire.

---

**a** ARCHIVES  
GALLIMARD  
JULLIARD

*Collection d'inédits  
au format de poche.*



Extrait de la publication

